

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/002560]

**7 MAART 2024. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap waarbij de beslissing van 25 oktober 2023 van de Centrale paritaire commissie voor het confessioneel vrij onderwijs betreffende de verkiezingsprocedure voor het instellen van plaatselijke overleginstanties in het onderwijs voor sociale promotie, verbindend wordt verklaard**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, inzonderheid op de artikelen 95 en 97;

Overwegende de aanvraag van de Centrale paritaire commissie voor het confessioneel vrij onderwijs om haar beslissing van 25 oktober 2023 verbindend te verklaren;

Op de voordracht van de Minister-President, belast met het Onderwijs voor sociale promotie ;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** De bijgevoegde beslissing van 25 oktober 2023 van de Centrale paritaire commissie voor het confessioneel vrij onderwijs betreffende de verkiezingsprocedure voor het instellen van de plaatselijke overleginstanties in het onderwijs voor sociale promotie, wordt verbindend verklaard.

**Art. 2.** De Minister-President, bevoegd voor het Onderwijs voor sociale promotie, is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 3.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2024 en heft het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 januari 2020 waarbij verbindend wordt verklaard de beslissing van de Centrale Paritaire commissie voor het gesubsidieerd confessioneel vrij onderwijs van 8 oktober 2019 betreffende de verkiezingsprocedure voor het instellen van de plaatselijke overleginstanties in het onderwijs voor sociale promotie, op.

Brussel, 7 maart 2024.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap:

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,

P.-Y. JEHOLET

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/002782]

**7 MARS 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 avril 2014 portant exécution du décret du 30 avril 2009 relatif à l'encadrement et au subventionnement des fédérations de pratiques artistiques en amateur, des fédérations représentatives de centres d'expression et de créativité et des centres d'expression et de créativité**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 30 avril 2009 relatif à l'encadrement et au subventionnement des fédérations de pratiques artistiques en amateur, des fédérations représentatives de centres d'expression et de créativité et des centres d'expression et de créativité, modifié en dernier lieu par le décret du 14 décembre 2022 ;

Vu le décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle, l'article 96, modifié par les décrets du 25 juin 2020 et du 6 juillet 2023 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 avril 2014 portant exécution du décret du 30 avril 2009 relatif à l'encadrement et au subventionnement des fédérations de pratiques artistiques en amateur, des fédérations représentatives de centres d'expression et de créativité et des centres d'expression et de créativité ;

Vu le « test-genre » établi le 12 janvier 2024 en application de l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 janvier 2024 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 janvier 2024 ;

Vu l'avis de la Chambre de concertation de l'action culturelle et territoriale, donné le 8 février 2024 ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'Etat dans un délai de trente jours, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 23 février 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'Etat sous le numéro 75.693/4 ;

Vu la décision de la section de législation du 23 février 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de la Culture ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 avril 2014 portant exécution du décret du 30 avril 2009 relatif à l'encadrement et au subventionnement des fédérations de pratiques artistiques en amateur, des fédérations représentatives de centres d'expression et de créativité et des centres d'expression et de créativité, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au 2<sup>o</sup>, les mots « le Ministre ayant » sont remplacés par les mots « le ou la ministre ayant » ;

2<sup>o</sup> au 3<sup>o</sup>, le mot « Direction » est remplacé par le mot « Administration » ;

3<sup>o</sup> au 4<sup>o</sup>, les mots « en amateur » sont ajoutés après les mots « pratiques artistiques » ;

4° au 6°, les mots « la Commission consultative de la Créativité et des Pratiques artistiques en amateur créée par l'article 45 du décret » sont remplacés par les mots « la Commission de l'action culturelle et territoriale visée à l'article 85 du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle ».

**Art. 2.** Dans l'article 3 du même arrêté, le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Toute demande de reconnaissance est introduite auprès du Service, au plus tard le 31 janvier.

Le non-respect du délai prévu entraîne l'irrecevabilité du dossier. A cet égard, il est tenu compte de la date d'envoi de la demande par l'association. ».

**Art. 3.** L'article 4 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. § 1<sup>er</sup>. Le dossier est déclaré recevable s'il comporte les éléments prévus à l'article 2.

§ 2. Si des éléments font défaut, le Service adresse une demande de complément d'informations à l'association. Celle-ci dispose d'un délai de vingt jours, à dater de la notification par le Service, pour fournir les éléments sollicités.

Le non-respect du délai prévu entraîne l'irrecevabilité du dossier. A cet égard, il est tenu compte de la date d'envoi par l'association des éléments sollicités.

Si à l'issue du délai prévu le dossier ne comporte toujours pas l'ensemble des éléments requis, il est considéré comme irrecevable.

§ 3. Le Service statue définitivement sur la recevabilité du dossier au plus tard le 30 avril et en informe l'association en motivant sa décision.

Le dossier peut être déclaré recevable sous réserve de la réception, au plus tard le 30 juin, des documents visés à l'article 2, 4°, a). Dans ce cas, l'association communique les derniers documents comptables approuvés par son assemblée générale au moment de l'introduction du dossier. ».

**Art. 4.** Dans l'article 5, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « pour le 15 juin au plus tard » sont remplacés par les mots « au plus tard le 30 septembre » ;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Dans le cadre de la rédaction de son avis motivé, le Service peut faire appel à l'Inspection. » ;

3° l'alinéa 3 est abrogé.

Dans le § 2 du même article, les mots « 15 novembre » sont remplacés par les mots « 31 octobre ».

**Art. 5.** Dans l'article 7 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1<sup>er</sup> :

a) les mots « par courrier recommandé » sont supprimés ;

b) les mots « visé à l'article 13 » sont insérés entre les mots « du recours » et les mots « . Les avis » ;

2° le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Conformément à l'article 25, § 1<sup>er</sup>, du décret, dans le cas où le Ministre décide d'accorder la reconnaissance dans une catégorie inférieure à celle sollicitée par l'association, celle-ci peut renoncer au bénéfice de la reconnaissance octroyée.

Cette renonciation doit être communiquée au Service dans un délai de trente jours à dater de la notification. ».

**Art. 6.** L'article 8 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8. § 1<sup>er</sup>. Conformément à l'article 27 du décret, l'association qui postule à un renouvellement de reconnaissance remet au Service, au plus tard le 28 février de la cinquième année de sa reconnaissance quinquennale, un dossier de demande de renouvellement de reconnaissance composé des éléments suivants :

1° la catégorie de reconnaissance sollicitée ;

2° un rapport d'auto-évaluation définitif, portant sur les quatre premières années de la période de reconnaissance, établi suivant le modèle arrêté par le Ministre et portant notamment sur le respect des conditions de reconnaissance, l'exécution du plan d'action ou de la note d'intention, ainsi que la pertinence et la qualité des actions menées ;

3° en fonction de la reconnaissance postulée, une nouvelle note d'intention ou un nouveau plan d'action ;

4° les documents formels suivants :

a) le compte de résultats et le bilan financier de la quatrième année de la reconnaissance quinquennale, ainsi qu'un budget prévisionnel de l'exercice en cours ;

b) les copies des polices d'assurances relatives aux risques d'incendie, d'accident et en responsabilité civile.

Le non-respect du délai prévu entraîne l'irrecevabilité du dossier. A cet égard, il est tenu compte de la date d'envoi de la demande par l'association.

Par dérogation à l'article 15, l'association qui postule à un renouvellement de reconnaissance est dispensée de déposer un rapport d'activité portant sur la quatrième année de sa reconnaissance quinquennale.

Conformément à l'article 6, 9°, du décret, si l'association postule dans une catégorie distincte de celle dans laquelle elle était déjà reconnue, son rapport d'auto-évaluation devra établir qu'au cours de l'année précédant sa demande, elle a poursuivi des activités conformes à celles de la catégorie postulée.

§ 2. Le Service accuse réception du dossier dans un délai de sept jours à compter de sa réception.

La recevabilité de la demande de renouvellement de reconnaissance est analysée conformément aux §§ 2 et 3 de l'article 4.

Le dossier peut être déclaré recevable sous réserve de la réception, au plus tard le 30 juin, des documents visés au § 1<sup>er</sup>, 4°, a), du présent article.

§ 3. L'association qui ne souhaite pas renouveler sa reconnaissance remet au Service, au plus tard le 28 février de la cinquième année de sa reconnaissance quinquennale, le rapport d'auto-évaluation définitif visé au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, du présent article. ».

**Art. 7.** Dans l'article 10 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Sur base du dossier visé à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, l'Inspection procède à l'évaluation du système d'action de l'association en concertation avec celle-ci et émet, au plus tard le 30 juin, un avis motivé sur la demande de renouvellement de reconnaissance.

Sur base du dossier visé à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, et de l'avis de l'Inspection, le Service émet un avis motivé.

Les avis de l'Inspection et du Service sont transmis à la Commission au plus tard le 15 septembre. » ;

2° le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Sur base du dossier visé à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, et des avis de l'Inspection et du Service, la Commission remet un avis motivé au plus tard le 31 octobre. » ;

3° le § 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Au plus tard le 24 novembre, l'Administration transmet au Ministre une proposition de décision accompagnée des avis motivés respectifs de l'Inspection, du Service et de la Commission. » ;

4° dans le § 5 :

a) les mots « prend un décision » sont remplacés par les mots « prend une décision » ;

b) les mots « des dossiers visés à l'article 8, §§ 1<sup>er</sup> et § 2 » sont remplacés par les mots « du dossier visé à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, » ;

c) les mots « ceux-ci » sont remplacés par les mots « celui-ci ».

**Art. 8.** Dans l'article 12 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1<sup>er</sup> :

a) les mots « par courrier recommandé » sont supprimés ;

b) les mots «, de l'Inspection » sont insérés entre les mots « du Service » et les mots « et de la Commission » ;

2° le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« Conformément à l'article 25, § 1<sup>er</sup>, du décret, dans le cas où le Ministre décide de renouveler la reconnaissance dans une catégorie inférieure à celle sollicitée par l'association, celle-ci peut renoncer au bénéfice de la reconnaissance octroyée.

Cette renonciation doit être communiquée au Service dans un délai de trente jours à dater de la notification. ».

**Art. 9.** L'article 13 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 13. L'association dispose, après réception de la notification de la décision visée à l'article 6 ou à l'article 11, d'un droit de recours à exercer aux conditions et selon les modalités prévues à l'article 96 du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle. ».

**Art. 10.** Dans l'article 14 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. L'association reconnue organise sa comptabilité en partie double en utilisant un plan comptable normalisé dont le modèle est arrêté par le Ministre. La comptabilité est à tenir suivant ce modèle à dater du 1<sup>er</sup> janvier de la deuxième année de la reconnaissance quinquennale. » ;

2° le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Par dérogation, l'association qui tient une comptabilité simplifiée en application de l'article 3:47, §§ 2 à 4, organise sa comptabilité en suivant le modèle simplifié arrêté par le Ministre. » ;

3° il est inséré un § 4 rédigé comme suit :

« § 4. Dans l'attente de l'adoption par le Ministre des modèles visés aux §§ 1<sup>er</sup> et 2, l'association reconnue peut utiliser tout autre plan comptable conforme au Code des sociétés et des associations et à son arrêté d'exécution. ».

**Art. 11.** Dans l'article 15, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « Tel que prévu dans l'article 28 » sont remplacés par les mots « Conformément aux articles 28 et 39 » ;

2° les mots « à l'article 8, § 2, » sont remplacés par les mots « à l'article 8 » ;

3° le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° le compte de résultats et le bilan financier de l'exercice précédent, ainsi que le budget prévisionnel de l'exercice en cours, accompagnés du procès-verbal de leur approbation par l'assemblée générale signé par la présidence de l'association et précisant à minima :

- le résultat de l'exercice ;
- l'affectation du résultat ;
- l'approbation des comptes et bilan ;
- la décharge des administrateurs. » ;

4° le 3° est abrogé ;

5° le 4° est abrogé.

Dans le même article, le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, 1°, le rapport d'activité remis lors de la troisième année de la période de reconnaissance prend la forme d'un rapport d'auto-évaluation intermédiaire des deux premières années de la période de reconnaissance, établi suivant le modèle arrêté par le Ministre et portant notamment sur le respect des conditions de reconnaissance, l'exécution du plan d'action ou de la note d'intention, ainsi que la pertinence et la qualité des actions menées. ».

Dans le même article, le § 3 est abrogé.

**Art. 12.** L'article 17 du même arrêté est abrogé.

**Art. 13.** Le présent arrêté entre en vigueur le 7 mars 2024.

**Art. 14.** Le Ministre qui a la culture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 mars 2024.

Pour le Gouvernement de la Communauté française:

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales,  
des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,

P.-Y. JEHOLET

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,  
B. LINARD

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/002782]

**7 MAART 2024. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 april 2014 tot uitvoering van het decreet van 30 april 2009 betreffende de omkadering en de subsidiëring van de federaties voor amateuristische kunstbeoefening, van de Federaties die Centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigen en van de centra voor expressie en creativiteit**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 30 april 2009 betreffende de omkadering en de subsidiëring van de federaties voor amateuristische kunstbeoefening, van de Federaties die Centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigen en van de centra voor expressie en creativiteit, zoals laatst gewijzigd door het decreet van 14 december 2022;

Gelet op het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe beheerkader inzake cultuur, artikel 96, gewijzigd bij de decreten van 25 juni 2020 en 6 juli 2023;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 april 2014 tot uitvoering van het decreet van 30 april 2009 betreffende de omkadering en de subsidiëring van de federaties voor amateuristische kunstbeoefening, van de Federaties die Centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigen en van de centra voor expressie en creativiteit;

Gelet op de « gendertest » van 12 januari 2024 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap ;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 januari 2024;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 18 januari 2024;

Gelet op het advies van de Overlegkamer voor culturele en territoriale actie, gegeven op 8 februari 2024;

Gelet op de aanvraag om advies van de Raad van State binnen een termijn van 30 dagen, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de aanvraag om advies op 23 februari 2024 ingeschreven werd in de rol van de afdeling wetgeving van de Raad van State onder het nummer 75.693/4;

Gelet op de beslissing van de afdeling wetgeving van 23 februari 2024 om geen advies te geven binnen de gevraagde termijn, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 april 2014 tot uitvoering van het decreet van 30 april 2009 betreffende de omkadering en de subsidiëring van de federaties voor amateuristische kunstbeoefening, van de Federaties die Centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigen en van de centra voor expressie en creativiteit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 2°, worden de woorden in de Franse tekst « le Ministre ayant » vervangen door de woorden « le ou la ministre ayant » ;

2° in 3° wordt het woord « Directie » vervangen door het woord « Administratie » ;

3° in 4° wordt het woord "amateuristische" toegevoegd vóór de woorden "artistieke praktijken";

4° in 6° worden de woorden "de Adviescommissie voor creativiteit en amateurkunstpraktijken opgericht bij artikel 45 van het decreet" vervangen door de woorden "de Commissie voor culturele en territoriale actie bedoeld in artikel 85 van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe beheerkader inzake cultuur".

**Art. 2.** In artikel 3 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 1 vervangen als volgt :

« § 1. Alle verzoeken om erkenning worden uiterlijk op 31 januari bij de Dienst ingediend.

Als de voorziene termijn niet wordt nageleefd, wordt het dossier onontvankelijk verklaard. Hierbij wordt rekening gehouden met de datum waarop het verzoek door de vereniging is verzonden. ».

**Art. 3.** Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 4. § 1. Het dossier wordt ontvankelijk verklaard als het de elementen bedoeld in artikel 2 bevat.

§ 2. Als er elementen ontbreken, stuurt de Dienst een verzoek om meer informatie naar de vereniging. Deze heeft twintig dagen de tijd vanaf de datum van kennisgeving door de Dienst om de gevraagde informatie te verstrekken.

Als de voorziene termijn niet wordt nageleefd, wordt het dossier onontvankelijk verklaard. Hierbij wordt rekening gehouden met de datum waarop de vereniging de gevraagde informatie verstuurt.

Als het dossier aan het einde van de voorziene termijn nog steeds niet alle vereiste informatie bevat, wordt dit als niet-ontvankelijk beschouwd.

§ 3. De Dienst zal uiterlijk op 30 april definitief beslissen over de ontvankelijkheid van het dossier en de vereniging op de hoogte stellen van zijn beslissing en de redenen daarvoor.

Het dossier kan ontvankelijk worden verklaard op voorwaarde dat de documenten bedoeld in artikel 2, 4°, a) uiterlijk op 30 juni ontvangen. In dit geval deelt de vereniging de meest recente boekhoudkundige documenten mee die door de algemene vergadering zijn goedgekeurd bij de indiening van het dossier. ».

**Art. 4.** In artikel 5, § 1, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "ten laatste 15 juni" worden vervangen door de woorden "uiterlijk op 30 september";

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

"Bij het opstellen van zijn met redenen omkleed advies kan de Dienst een beroep doen op de Inspectie. » ;

3° het derde lid wordt opgeheven.

In § 2 van hetzelfde artikel worden de woorden « 15 november » vervangen door de woorden « 31 oktober ».

**Art. 5.** In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 :

a) worden de woorden "via een aangetekende brief" geschrapt ;

b) worden de woorden "bedoeld in artikel 13" ingevoegd tussen het woord "beroep" en de woorden ". Mee. De adviezen" ;

2° § 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. Overeenkomstig artikel 25, § 1 van het decreet kan de vereniging, indien de Minister beslist een erkenning te verlenen in een lagere categorie dan die welke door de vereniging is aangevraagd, afzien van het voordeel van de verleende erkenning.

Het afzien van de verleende erkenning moet binnen dertig dagen na kennisgeving aan de Dienst worden meegegeeld. ».

**Art. 6.** Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 8. § 1. Overeenkomstig artikel 27 van het decreet geeft de vereniging die verlenging van haar erkenning aanvraagt, uiterlijk op 28 februari van het vijfde jaar van haar vijfjarige erkenning, een aanvraag tot verlenging van de erkenning aan de Dienst die de volgende informatie bevat:

1° de categorie van de gevraagde erkenning ;

2° een definitief zelfevaluatieverslag over de eerste vier jaar van de erkenningsperiode, opgesteld volgens het door de minister bepaalde model en dat in het bijzonder betrekking heeft op de naleving van de erkenningsvoorwaarden, de uitvoering van het actieplan of de intentieverklaring en de relevantie en kwaliteit van de uitgevoerde acties;

3° afhankelijk van de gevraagde erkenning, een nieuwe intentieverklaring of een nieuw actieplan;

4° de volgende formele documenten:

a) de resultatenrekening en de financiële balans voor het vierde jaar van de vijfjarige erkenningsperiode, samen met een voorlopige begroting voor het lopende boekjaar ;

b) kopieën van brand-, ongevallen- en aansprakelijkheidsverzekeringopolissen.

Als de voorziene termijn niet wordt nageleefd, wordt het dossier onontvankelijk verklaard. Hierbij wordt rekening gehouden met de datum waarop het verzoek door de vereniging is verzonden.

In afwijking van artikel 15 is een vereniging die verlenging van haar erkenning aanvraagt, vrijgesteld van het indienen van een activiteitenverslag over het vierde jaar van haar vijfjarige erkenning.

Overeenkomstig artikel 6, 9°, van het decreet moet, als de vereniging een verzoek indient in een andere categorie dan die waarin ze reeds erkend was, haar zelfevaluatieverslag aantonen dat ze tijdens het jaar voorafgaand aan haar verzoek activiteiten heeft uitgeoefend die in overeenstemming zijn met die van de categorie waarvoor het verzoek ingediend werd.

§ 2. De Dienst bevestigt de ontvangst van het dossier binnen zeven dagen na ontvangst.

De ontvankelijkheid van het verzoek tot verlenging van de erkenning wordt geanalyseerd overeenkomstig artikel 4, §§ 2 en 3.

Het dossier kan ontvankelijk worden verklaard op voorwaarde dat de documenten bedoeld in § 1, 4°, a) van dit artikel uiterlijk op 30 juni zijn ontvangen.

§ 3. Een vereniging die haar erkenning niet wenst te hernieuwen, dient ten laatste op 28 februari van het vijfde jaar van haar vijfjarige erkenning bij de Dienst het definitieve zelfevaluatieverslag bedoeld in § 1, eerste lid, 2° van dit artikel in. ».

**Art. 7.** In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen als volgt :

“Op basis van het dossier bedoeld in artikel 8, § 1, beoordeelt de inspectie in overleg met de vereniging het actiesysteem van de vereniging en brengt zij uiterlijk op 30 juni een met redenen omkleed advies uit over de aanvraag tot hernieuwing van de erkenning.

Op basis van het dossier bedoeld in artikel 8, § 1 en van het advies van de inspectie, brengt de dienst een met redenen omkleed advies uit.

De adviezen van de Inspectie en van de Dienst worden uiterlijk 15 september naar de Commissie gestuurd. » ;

2° § 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. Op basis van het dossier bedoeld in artikel 8, § 1, en de adviezen van de Inspectie en van de Dienst, brengt de Commissie uiterlijk op 31 oktober een met redenen omkleed advies uit. » ;

3° § 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. Uiterlijk op 24 november stuurt de Administratie de minister een voorstel tot beslissing, samen de met redenen omkleed adviezen van de Inspectie, de Dienst en de Commissie. » ;

4° in § 5 :

a) in de Franse tekst worden de woorden « prend un décision » vervangen door de woorden « prend une décision » ;

b) worden de woorden “de dossiers bedoeld bij artikel 8” vervangen door de woorden “van het dossier bedoeld in artikel 8, § 1”;

c) wordt het woord in de Franse tekst « ceux-ci » vervangen door het woord « celui-ci ».

**Art. 8.** In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 :

a) worden de woorden “via een aangetekende brief” geschrapt ;

b) worden de woorden “, van de Inspectie” ingevoegd tussen de woorden “van de Dienst” en de woorden “en van de Commissie” ;

2° § 2 wordt vervangen als volgt :

“Overeenkomstig artikel 25, § 1, van het decreet kan de vereniging, indien de minister beslist om de erkenning te hernieuwen in een categorie die lager is dan deze die door de vereniging werd aangevraagd, afzien van het voordeel van de verleende erkenning.

Het afzien van de verleende erkenning moet binnen dertig dagen na kennisgeving aan de Dienst worden meegedeeld. ».

**Art. 9.** Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 13. Na ontvangst van de kennisgeving van de beslissing bedoeld in artikel 6 of artikel 11, heeft de vereniging een recht van beroep dat moet worden uitgeoefend onder de voorwaarden en volgens de procedures bepaald in artikel 96 van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe beheerkader inzake cultuur. ».

**Art. 10.** In artikel 14 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. Een erkende vereniging voert haar dubbele boekhouding met gebruikmaking van een genormaliseerd rekeningstelsel waarvan het model door de minister wordt vastgesteld. De boekhouding moet in overeenstemming met dit model worden gevoerd vanaf 1 januari van het tweede jaar van de vijfjarige erkenning. » ;

2° § 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. In afwijking hiervan organiseert een vereniging die een vereenvoudigde boekhouding voert met toepassing van artikel 3:47, §§ 2 tot en met 4, haar boekhouding volgens het door de minister vastgestelde vereenvoudigde model. » ;

3° er wordt een § 4 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 4. In afwachting van de goedkeuring door de Minister van de modellen bedoeld in §§ 1 en 2, mag de erkende vereniging elk ander rekeningstelsel gebruiken dat voldoet aan het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en aan zijn uitvoeringsbesluit. ».

**Art. 11.** In artikel 15, § 1, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “Zoals bepaald bij artikel 28” worden vervangen door de woorden “Overeenkomstig de artikelen 28 en 39”;

2° de woorden “in artikel 8, § 2” worden vervangen door de woorden “in artikel 8”;

3° 2° wordt vervangen als volgt :

“2° de resultatenrekening en de financiële balans van het afgelopen boekjaar, samen met de voorlopige begroting van het lopende boekjaar, vergezeld van het proces-verbaal van hun goedkeuring door de algemene vergadering, ondertekend door de voorzitter van de vereniging en met vermelding van ten minste :

- het resultaat van het boekjaar ;
- de bestemming van het resultaat ;
- de goedkeuring van de rekeningen en de balans;
- de kwijting van bestuurders. » ;

4° 3° wordt opgeheven;

5° 4° wordt opgeheven.

In hetzelfde artikel wordt § 2 vervangen als volgt :

« § 2. In afwijking van § 1, 1°, neemt het activiteitenverslag dat tijdens het derde jaar van de erkenningsperiode wordt ingediend de vorm aan van een tussentijds zelfevaluatierapport over de eerste twee jaren van de erkenningsperiode, opgesteld volgens het door de minister vastgestelde model en dat in het bijzonder betrekking heeft op de naleving van de erkenningsvoorwaarden, de uitvoering van het actieplan of de intentieverklaring en de relevantie en kwaliteit van de uitgevoerde acties. ».

In hetzelfde artikel wordt § 3 opgeheven.

**Art. 12.** Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 13.** Dit besluit treedt in werking op 7 maart 2024.

**Art. 14.** De Minister van Cultuur is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 7 maart 2024.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap:

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,  
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,  
B. LINARD

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

[C – 2024/002878]

**21 MAART 2024.** — Ordonnantie tot wijziging van de ordonnantie van 4 april 2019 betreffende het elektronisch uitwisselingsplatform voor gezondheidsgegevens (1)

De Verenigde Vergadering heeft aangenomen en Wij, Verenigd College, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 135 van de Grondwet.

**Art. 2.** In artikel 2 van de ordonnantie van 4 april 2019 betreffende het elektronisch uitwisselingsplatform voor gezondheidsgegevens worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de bepaling onder 1° vervangen als volgt:

“1° “platform”: het platform voor de elektronische uitwisseling van gezondheidsgegevens zowel tussen gezondheidsactoren die onder de bevoegdheid van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie vallen krachtens artikel 5, § 1, I, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 betreffende de hervorming van de instellingen, als tussen deze laatste en gezondheidsactoren die onder de bevoegdheid van andere gefedereerde of federale entiteiten of andere lidstaten van de Europese Economische Ruimte vallen;”;

b) in de bepaling onder 3°, worden de woorden “het gezondheidsbeleid dat onder de bevoegdheid van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie valt, overeenkomstig artikel 5, § 1, I van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen” vervangen door de woorden “de gezondheid”;

c) in de bepaling onder 5°, worden de woorden “dat samengesteld is uit het medische dossier, het verpleegdossier en het administratieve dossier” vervangen door de woorden “overeenkomstig de wet van 22 april 2019 inzake de kwaliteitsvolle praktijkvoering in de gezondheidszorg”.

**Art. 3.** Artikel 4 van dezelfde ordonnantie wordt vervangen als volgt:

“Art. 4. Het platform heeft als doel de automatische, geïnformateerde overmaking of de terbeschikkingstelling via telematica van elk gegeven of elke communicatie met betrekking tot gezondheidszorg- of administratieve doeleinden ten behoeve van de patiënt, de verschillende gezondheidszorgactoren of de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie overeenkomstig het betrokken wettelijk kader, met gebruikmaking van de meest geschikte technologische systemen.”.

### COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2024/0002878]

**21 MARS 2024.** — Ordonnance modifiant l'ordonnance du 4 avril 2019 portant sur la plate-forme d'échange électronique des données de santé (1)

L'Assemblée réunie a adopté et Nous, Collège réuni, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 135 de la Constitution.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. À l'article 2 de l'ordonnance du 4 avril 2019 portant sur la plate-forme d'échange électronique des données de santé, les modifications suivantes sont apportées:

a) le 1° est remplacé par ce qui suit:

«1° «plate-forme»: la plate-forme d'échange électronique des données de santé tant entre acteurs de la santé ressortissant de la compétence de la Commission communautaire commune en vertu de l'article 5, § 1<sup>er</sup>, I, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, ainsi qu'entre ces derniers et des acteurs de la santé ressortissant de la compétence d'autres entités fédérées ou fédérales ou d'autres États membres de l'espace économique européen;»;

b) au 3°, les mots «politique de santé relevant de la compétence de la Commission communautaire commune en vertu de l'article 5, § 1<sup>er</sup>, I, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles» sont remplacés par le mot «santé»;

c) au 5°, les mots «et dont les composantes sont le dossier médical, le dossier de soins infirmiers et le dossier administratif» sont remplacés par les mots «conformément à la loi du 22 avril 2019 relative à la qualité de la pratique des soins de santé».

**Art. 3.** L'article 4 de la même ordonnance est remplacé par ce qui suit:

«Art. 4. La plate-forme a comme objectif la transmission automatique informatisée ou la mise à disposition par voie télématique de toute donnée ou communication relative à des fins de santé ou administratives, pour le patient, les différents acteurs de santé, ou la Commission communautaire commune, conformément au cadre légal concerné, au moyen des systèmes les plus adéquats de la technologie.».